

Sommaire

**Chirac ne croyait pas à ses promesses économiques !** **2**  
par Bernard Trémeau  
Chiffres  
Significatifs

**Et si l'homme était inférieur à l'animal ?** **3**  
par Noël Tournier  
Divers faits

**Votre opinion nous intéresse** **4**

**Quand les « fous de Dieu » mènent le monde...** **6**  
par Pierre Lance  
Communication

**Les médias français, complices de Saddam Hussein !** **7**  
par Guy Millière  
Sic

**La chronique politique** **8**  
d'Alain Dumait

Faites connaître autour de vous « Les 4 Vérités-Hebdo »  
Si vous pensez que cette publication anti-bourrage de crâne est susceptible d'intéresser tel ou tel de vos amis, parents ou relations, indiquez-nous leurs coordonnées.  
Nous nous ferons un plaisir de leur adresser, gratuitement, les quatre prochains numéros.



Éditorial

Jean Rouxel

**14 juillet 2003 : « jour de la libération fiscale »**

La guerre en Irak, qui sera plus longue que prévu – c'est actuellement la seule certitude – et dont même l'issue est devenue aléatoire, ne fait que renforcer la morosité économique. Aux États-Unis, les indicateurs avancés de la conjoncture obligent désormais à envisager, carrément, une récession (contraction en volume de l'activité économique). En France, où le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin parle d'une rupture de la croissance, les augures officiels de l'Insee s'imaginent que la richesse nationale pourra quand même progresser de 1,3 % cette année. Mais le moral des ménages, mesuré par le même organisme, serait à son plus bas niveau depuis décembre 1996. Le pire au plan économique n'est pas derrière nous, mais bel et bien devant nous !

La France aborde cette nouvelle période très difficile avec des boulets aux pieds, c'est-à-dire avec un fardeau fiscal plus lourd que partout ailleurs dans le monde développé.

Depuis sept ans, l'Association des Contribuables Associés, établissant le rapport entre la totalité des dépenses publiques et le produit intérieur brut détermine « le jour de la libération fiscale » des contribuables, c'est-à-dire le jour où, en moyenne, les Français cessent de travailler pour l'État (y compris les collectivités territoriales ou les organismes de Sécurité sociale) et com-

encent à travailler pour eux-mêmes. Ce jour de libération était le 20 juillet en 1997 (55 % de dépenses publiques par rapport au produit intérieur brut); le 13 juillet en 2000, le 10 juillet 2001, le 12 juillet 2002. Ce sera, cette année, le 14 juillet. Car, sur ce critère, depuis au moins trois ans, la France recule. Et pendant ce temps-là, les autres pays avancent. Cette année, le jour de libération fiscale est le 28 mai en Espagne, le 4 juin en Grande-Bretagne, le 28 juin en Italie, et le 1<sup>er</sup> juillet en Allemagne. Pour la moyenne de l'OCDE, c'est le 30 mai. Pour la quatrième année consécutive, la France est en tête du palmarès mondial pour la douleur fiscale...

Il n'y a donc pas que la guerre en Irak ou la crise internationale. Il y a aussi une particularité française, son exception économique : le poids excessif et toujours croissant de son administration et de sa sphère publique.

Pendant que le Premier ministre et ses différents ministres, à l'unisson du Président de la République, prétendent que les promesses de baisse des impôts et des charges seront tenues « quoi qu'il arrive », les dépenses continuent d'augmenter, non seulement en valeur absolue mais également en valeur relative, par rapport au produit intérieur brut. Telle est la réalité. C'est le grand mensonge français. ❖



**Si vous fermez la porte à toutes les erreurs, la vérité restera dehors.**

Rabindranâth Tagore

Le dessin de Miège



**Samedi**  
**5 avril 2003**  
**N° 393**



**LES 4 VÉRITÉS 2003 ©**  
Publication hebdomadaire  
(CPPAP N° 0208 182712)  
Tél.: 01 56 81 00 30  
Fax: 01 44 27 02 22  
< 4verites@wanadoo.fr >  
< <http://www.les4verites.com> >  
(webmaster: Aléric Breil-Lefebvre)  
• Siège social: 85, bd St Michel  
75005 Paris – SARL de presse  
• Abonnements: 4 Vérités-DIP  
18 à 24, quai de la Marne  
75164 Paris Cedex 19  
(Djamila au 01 44 84 85 48)  
ou < <http://www.les4verites.com> >  
**Directeur-gérant responsable**  
**de la publication: Alain Dumait**  
Rédaction: Jean Rouxel (rédacteur en chef)  
Le numéro 1,14 €  
Abonnement 48 numéros 54 € TTC  
Abonnement de soutien à partir de 100 €  
Personnes morales (entreprises ou administrations):  
200 €, TVA à 2,10 % en sus  
Exemplaire gratuit sur simple demande écrite  
Imprimerie: Delcambre, Pantin (93)  
Fichiers déclarés à la CNIL (N° 672024)

### PÉTROLE ❖

Avec des réserves « prouvées » de 112 milliards de barils, les plus importantes au monde après celles de l'Arabie Saoudite, la production de pétrole irakien pourrait passer facilement de 2 millions de barils par jour à 8 millions. Mais à condition de financer la remise à niveau des installations, estimée à plusieurs milliards de dollars.

### VIAGRA ❖

Une nouvelle pilule, de couleur orange, arrive sur le marché français des médicaments contre les troubles de l'érection. Un problème qui, en France, concernerait un homme sur trois de plus de 40 ans...

### ZIMBABWE ❖

Depuis le début de la redistribution des terres agricoles détenues par des fermiers blancs au bénéfice d'anciens combattants de la guerre d'indépendance en 1997, la production de céréales du pays a été divisée par dix...

### ENA ❖

La promotion 2002-2004 de l'ENA a choisi de porter le nom Léopold Sédar Senghor. Sur les 189 élèves, 138 sont Français, 51 élèves étrangers représentent 35 pays.

### DROGUE ❖

Pour les cultivateurs des pays producteurs, le pavot à opium et la coca représentent au total un revenu de l'ordre du milliard de dollars. Celui des trafiquants serait trois fois plus élevé...

### RECHERCHE ❖

Les investissements dans la recherche sont deux fois plus élevés aux États-Unis que dans l'ensemble de l'Union européenne. Et l'écart se creuse...

### IRAK ❖

L'Irak doit toujours à la France, au titre de livraisons de matériels militaires effectuées avant 1991, une ardoise de quelque 15 milliards de francs.



## La lutte contre le chômage par la baisse des impôts est abandonnée

Bernard Trémeau < [tremeau.bernard@libertysurf.fr](mailto:tremeau.bernard@libertysurf.fr) >

Actuellement le chômage est une des plaies dont souffre la France. Dans sa campagne électorale, Jacques Chirac avait annoncé qu'il allait entrer en guerre contre le chômage, et il avait donné les moyens qu'il pensait utiliser : réduire les contraintes qui paralysent les entreprises, ainsi que les impôts qui frappent les entrepreneurs et les capitalistes. Car pour créer des emplois, on a besoin d'entrepreneurs et de capitalistes. Il a annoncé une réduction de 30 % de l'impôt sur le revenu en cinq ans et d'importantes réductions des charges des entreprises. Informés de ce programme, les électeurs ont voté pour Jacques Chirac, à l'élection présidentielle et à l'élection législative qui a suivi. Ils attendent donc que le gouvernement fasse la guerre au chômage.

Après les élections, une réduction de 5 % des impôts sur le revenu et des réductions importantes de charges pour les entreprises qui embauchent ont été réalisées. Jacques Chirac mettait en place le programme annoncé. Tout allait bien.

Mais la France est actuellement dans une situation politiquement et économiquement difficile. Le gouvernement Jospin, au lieu d'utiliser la fameuse cagnotte pour réduire le déficit budgétaire, a entraîné la France dans une série de folles dépenses : 35 heures payées comme 39, ou remboursement à 100 % par la Sécurité Sociale des dépenses médicales pour tous les étrangers. Du fait d'un ralentissement de l'économie mondiale, la progression de l'économie s'est également ralentie en France. Le nombre des chômeurs augmente à nouveau depuis plus

d'un an, malgré les emplois jeunes, le partage du temps de travail ou la loi de modernisation sociale. La chute à 1,2 % de la progression du PIB va faire exploser le chômage. Par ailleurs, le ralentissement économique réduit les rentrées fiscales du pays. Le déficit budgétaire annuel dépasse aujourd'hui 3,2 %. Or la France a signé des traités européens où elle s'est engagée à ne pas dépasser 3 %.

La réduction des impôts pour lutter contre le chômage augmente le déficit, déficit déjà trop élevé selon les critères européens. Si l'on veut réduire les impôts sans augmenter le déficit, il faut en même temps réduire les dépenses de l'État. Dans une économie en expansion rapide, les rentrées fiscales augmentent et il est possible de réduire les impôts sans réduire les dépenses : le gouvernement fait plaisir à une partie de la population sans déplaire à l'autre. Dans une économie progressant peu, il est impossible de réduire les impôts sans réduire les dépenses. On ne peut pas faire plaisir à une partie de la population sans déplaire à l'autre partie.

Le gouvernement a choisi de ne pas déplaire à ceux qui reçoivent l'argent de l'impôt. Il avait annoncé une réduction du nombre des fonctionnaires, profitant en particulier des nombreux départs à la retraite actuellement prévisibles. Les syndicats s'y sont opposés, exigeant une augmentation des fonctionnaires plutôt qu'une diminution... Le nombre des fonctionnaires ne sera pratiquement pas réduit. Il avait proposé de mettre un ticket modérateur pour les dépenses médicales

des étrangers sans-papiers, ces dépenses ayant explosé : il a abandonné le ticket modérateur devant les protestations des associations défendant les sans-papiers.

Comme le choix de ne pas déplaire a été fait, il est évident que le programme de réduction des impôts doit être abandonné. Déficit oblige. Et il est abandonné : on ne conserve cette année qu'une réduction symbolique de 1 % de l'impôt sur le revenu. On ne touche pratiquement pas à l'ISF, impôt que presque tous les pays ont abandonné.

Le programme de lutte contre le chômage par la baisse des impôts est abandonné après moins d'un an, alors que le chômage explose. Un tel abandon donne l'impression que nos responsables ne croyaient pas à l'efficacité de leur programme. S'ils avaient vraiment cru à son efficacité, ils auraient eu la volonté de le conserver en réduisant les dépenses.

Cette absence de volonté nous contraint à attendre une hypothétique reprise américaine pour s'opposer à notre chômage bien français. ❖

### Info

#### Délocalisations

Selon Philippe Marigny, sénateur UMP de l'Oise, depuis cinq ans, 1 800 contribuables soumis à l'ISF auraient quitté la France, ce qui aurait entraîné une délocalisation d'environ 11 milliards d'euros. Le rapport ne dit rien des contribuables qui changent de résidence fiscale avant d'être frappés par l'ISF...

# L'homme et l'animal : et si c'était l'inverse ?

Noël Tournier < noeltour@free.fr >

**P**ierre Lance (« Les 4 Vérités Hebdo » du 4 janvier 2003) pense que nous sommes « incontestablement » les descendants des bactéries, sans l'ombre d'une intervention intelligente ou spirituelle. Pierre Lassieur (« Les 4 Vérités Hebdo » du 25 janvier 2003) soutient que l'idée de création, donc action divine, et évolution, ne s'opposent pas. La différence est radicale et pourtant tous deux admettent en commun « la lente marche de l'animalité vers l'incroyable complexité de l'être humain ». Cette représentation semble acquise et indiscutable. L'est-elle vraiment ? Je me propose ici d'ouvrir une brèche dans cette certitude. Je le ferai, non pas à l'aide d'une théorie globalisante, mais en ouvrant des pistes que le lecteur suivra ou non, selon son gré, jusqu'ou bon lui semble.

On dit souvent que la main est d'une perfection merveilleuse. Qu'on la compare à la patte de la taupe, au pied du cheval, aux griffes du tardigrade, à l'aile de l'oiseau, en laissant tomber les notions préconçues du parfait et de l'imparfait. La main humaine n'est-elle pas, entre toutes les extrémités, la moins adaptée à un travail donné ? Ne lui manque-t-il pas quelque chose pour atteindre la perfection des extrémités animales ? C'est cette imperfection, cette possibilité d'usages multiples qui semble faire d'elle la forme originelle, dont toutes les autres peuvent se déduire. Aucune des extrémités animales ne s'y prêterait. Le secret de ses possibilités est le retard de son évolution physique. Cette constatation, de prime abord choquante, peut nous amener aux profondeurs du problème.

Comparons les embryons de l'homme, du chien, du pigeon etc. à un stade peu avancé. Les extrémités antérieures ressemblent à une main. Plus tard, la patte du chien et l'aile du pigeon s'éloignent à grands pas de cette forme. Seule la

main de l'embryon humain garde les proportions de base pendant tout son développement.

La généalogie du cheval est célèbre. Les fossiles du tertiaire démontrent que le cheval actuel marche sur le troisième doigt, extrêmement développé de l'extrémité originelle qui en avait cinq. Les quatre autres ont régressé.

La main semble avoir obéi à un principe de retenue, renonçant au perfectionnement physique, au profit de l'universalité, de la possibilité de création culturelle.

Ces mêmes observations et conclusions peuvent s'appliquer à la tête. On peut s'imaginer la tête animale issue d'un développement exagéré de certaines parties de la tête humaine. Jamais une face animale ne se rétrécit pour devenir visage humain. Imagine-t-on facilement des crocs animaux se raccourcissant en dents humaines ?

Que manque-t-il à la tête humaine ? Comme pour la main, on observe qu'elle n'est pas faite pour un usage en tant qu'outil, qu'elle n'est pas continuellement prise par des fonctions physiques. Elle ne sert ni à couper l'eau, comme chez la baleine, ni à écarter la terre, comme chez la taupe, ni de ciseau, ni de tenaille, ni de marteau, comme chez le castor, le perroquet ou le pic-vert. Là encore, on observe chez l'homme, une retenue.

Le singe nouveau-né a une boîte crânienne de conformation humaine avec un visage bien proportionné. Qu'en reste-t-il après quatre-cinq ans ?

Les recherches de L. Bolk ont montré chez l'homme une prédisposition au pelage complet. Chez l'animal, le développement se poursuit librement, chez l'homme, il est refoulé, sauf dans le cas d'anomalies fonctionnelles.

En 1920, Meirowski apportait la preuve que la répartition des « envies » sur la peau correspondait

aux dessins sur la peau des animaux. On l'a interprété comme réminiscence d'états antérieurs. Cela peut tout aussi bien révéler les prédispositions animales chez l'homme qui ne sont plus refoulées en cas d'anomalie.

Je suis bien conscient que toutes ces remarques n'ont pas caractère de preuves et elles n'y prétendent pas. Mais elles devraient inciter à se fier un peu moins aveuglément à la caution « scientifique » d'un document comme « l'Odyssée de l'espèce » récemment diffusé sur FR3 et aider à prendre conscience que cette présentation n'est qu'une hypothèse, une construction imaginée à partir de constats eux bien réels mais qui ne contiennent pas en eux-mêmes la nécessité de ces conclusions. L'idée préconçue (ou postulat caché) que l'homme dérive de l'animal y est partout présente.

À la fin de l'an 2000, la découverte de « Millenium ancestor » âgé de six millions d'années au Kenya, le révèle bien plus « humain » que « Lucy » qui n'a elle, « que » trois millions d'années. En tire-t-on les bonnes leçons ?

Je dois dire par honnêteté que ces considérations sont largement issues d'un ouvrage des années trente, que je me suis efforcé de synthétiser dans un article pas trop long.

Pourquoi ne sont-elles jamais évoquées, pas plus que de nombreux travaux d'alors, démentant sans équivoque la vision aujourd'hui dominante ? Y aurait-il un « paléontologiquement correct » ? ❖

## ATTENTION

Écrire  
au journal,  
c'est courir  
le risque  
d'être publié...



## ❖ DROGUE

L'OICS, Organe international de contrôle des stupéfiants qui dépend de l'ONU vient de prendre parti contre la dépenalisation des drogues douces. À noter : sur ce sujet, en Europe, la cacophonie est totale. Les Pays-Bas comme la Suisse autorisent la consommation de cannabis, la France ou la Suède la condamnent...

## ❖ AVANTIME

Le modèle coupé monospace « Avantime » de Matra, dont la fabrication vient d'être arrêtée, est vendu comme des petits pains par les concessionnaires Renault à des clients collectionneurs...

## ❖ RENAULT

Carlos Ghosn, 48 ans, petit-fils de Libanais, né au Brésil, ingénieur X-Mines, sauveur de Nissan, deviendra le patron de l'ensemble Renault-Nissan en 2005. Louis Schweitzer, qui aura alors 63 ans, gardera le poste de chairman.

## ❖ UMP ÉCOLOS

L'UMP veut être reconnu comme un parti écologique à part entière. Soutenue par Alain Juppé, la députée de l'Essonne Nathalie Kosciusko-Morizet, est en charge de cette entreprise. C'est elle qui a invité le 20 mars dernier l'animateur de TF1 Nicolas Hulot qui, à cette occasion, a débiné Roselyne Bachelot. Michel Barnier, qui doit quitter son poste de Commissaire européen l'année prochaine, et prépare sa reconversion, fait partie du « Comité du développement durable » de l'UMP. La succession l'intéresse...

## ❖ RETRAITES

Francis Mer, ministre de l'Économie, envisage un alignement de la durée de la cotisation retraite des salariés du privé et du public aux alentours de 2008. C'est-à-dire après la fin de la présente législation...

## ❖ COCA-COLA

Après le Mecca-Cola (« Les 4 Vérités Hebdo » n° 389) et le Muslin-UP, le Breizh-Cola, 100 % breton, vient d'être présenté au salon de l'agriculture.

## Trois policiers Jean-Brice Baizeau Marcq en Baroeul (59)

Trois policiers tués au cours d'une course-poursuite, apprenons-nous aujourd'hui.

Ils poursuivaient des voyous qu'on hébergera demain dans des châteaux, flanqués de trois éducateurs chacun, pour leur apprendre à se lever le matin et à dire bonjour.

## Ultimatum? Alain Mathieu < amath@cybercable.fr >

Ultimatum: « avertissement par lequel un État somme un autre État de faire ou de ne pas faire quelque chose dans un délai précis, à l'expiration duquel la guerre peut être déclarée » (Encyclopédie Hachette).

Tony Blair aux Communes le 18 mars 2003: « Saddam bénéficiait d'un certain temps pour satisfaire six tests » (fixés en accord avec les inspecteurs), « pour montrer sa pleine

coopération; s'il en était ainsi, les inspecteurs pouvaient établir un programme de travail; sinon, l'action suivait ». « Mais lundi soir, la France a dit qu'elle opposerait son veto à cette seconde résolution "quelles que soient les circonstances" ».

Effectivement, Jacques Chirac avait déclaré le 17 mars 2003 à la télévision: « on a évoqué une possibilité d'amendement des Anglais pour reculer un peu la date de l'ultimatum... Autrement dit, on passe d'un système qui était celui des inspections pour désarmer l'Irak à un autre système qui consiste à dire: "dans tant de jours on fait la guerre" » « Cette résolution comportait un ultimatum, et donc donnait le feu vert international à la guerre "quelles que soient les circonstances, la France votera non" ».

Si Jacques Chirac avait su qu'un ultimatum n'est pas une déclaration de guerre à une échéance précisée, mais un délai fixé avant une déclaration de guerre, il n'aurait peut-être pas brandi le veto français, ce qui a

empêché les Anglais d'obtenir un délai supplémentaire pour les inspecteurs, et a précipité les événements.

Pour cette erreur sémantique, Jacques Chirac, leader du « camp de la paix », est largement responsable du déclenchement de la guerre.

## La fille de Bajazet Jean-François Bligny < jfbligny@ipac.fr >

L'énorme pression française sur le gouvernement légitime de la Côte d'Ivoire pour le faire céder devant des envahisseurs libériens relève de l'idéologie pro-islamiste. Et on en voit le résultat, dont le plus ignoble est de rendre haïssables aux Français les vrais citoyens de Côte d'Ivoire qui ne peuvent qu'avoir des réactions de désespoir.

Nos gouvernants islamophiles ne peuvent que condamner un tel pays où les femmes manifestent, et sans voile. Aidons plutôt le charmant Afghanistan, asile de Ben Laden!

Logique, après l'ingérence au Kosovo pour donner raison à Bajazet qui avait déferlé sur ce pays dès le quatorzième siècle, afin d'aller faire boire son cheval dans le calice du Pape à Rome, disait-il. Chirac donne amicalement notre avoine au cheval...

Il ne fallait pas en attendre moins du président élu de la gauche, poulain du radical Queuille, dont le seul ennemi est la droite: voyez la loi électorale...

Chirac avait promis un référendum sur la peine de mort, et l'a supprimé sans consultation. Attendons-nous à l'euthanasie pour boucher le trou de la Sécu, glorifions la retraite à 60 ans et les 35 heures socialistes, acceptons sans vote la Turquie - vertueuse fille de Bajazet -, recevons le trotskiste Fischer comme un chef d'État, et donnons la Côte d'Ivoire, et nos banlieues, aux musulmans...

À la manière des cégétistes forts en gueule, nous pourrions défilier en scandant: Chirac! Islamo-collabo!

## L'impôt, c'est du vol !

Certains croient que les possesseurs de titres s'enrichissent en dormant, comme l'a dit, il me semble, un ancien président de la République.

Je voudrais donc leur dédier les faits véridiques suivants :

– En juin 2001, une société « A » a attribué à ses actionnaires des bons de souscription pour des actions de sa filiale « B ». Ces bons étaient utilisables uniquement pendant le mois de mars 2003 et devaient permettre d'obtenir pour 143 € des actions qui, en juin 2001, cotaient environ 80 €. Il s'agissait donc d'un pari sur l'avenir, en espérant que la progression de la Bourse se poursuivrait pour rendre l'opération rentable.

– Les actions des sociétés « A » et « B » étaient éligibles dans les Plans d'Épargne en Actions (PEA), exonérés d'impôts sur les reve-

nus et les plus values, sous réserve d'une immobilisation du compte pendant huit ans. Mais pour les fameux bons d'attribution, le gouvernement a décrété qu'ils ne pouvaient pas être logés dans un PEA. Par contre, Bercy a assimilé cette attribution de bons à une distribution de dividendes, à soumettre obligatoirement à l'impôt sur le revenu au titre de l'année de l'attribution.

– À l'automne 2001, les bourses ont commencé à baisser et leur chute se poursuit encore. Au 14 mars, l'action de la société « B » vaut environ 26 €. Donc les bons de souscription au prix préférentiel de 143 € ne présentent aucun intérêt pour leurs heureux détenteurs. Depuis longtemps, ces bons sont cotés tout à fait symboliquement un centime d'euro, mais sont en réalité invendables puisque ne présen-

Guy Pernia - Bernis (30)

tant aucun avantage.

– le 31 mars, ces fameux bons de souscription seront périmés et donc radiés de la cote de la bourse. Mais leurs possesseurs auront tout de même payé un impôt sur un dividende fictif au titre de l'année 2001. Pour apprécier, il faut savoir que la distribution de dividendes fictifs est un délit, mais dans le cas d'espèces, c'est le gouvernement qui a assimilé les bons à un dividende.

– Résultat : Bercy a encaissé un impôt sur un revenu que les contribuables n'ont jamais perçu.

NB : La société « A » était la CGIP, devenue depuis Wendel Investissement ; la société « B » est CapGemini. Ces deux valeurs figurent au premier marché de la Bourse de Paris.

**Aznar**  
**Jean Tutenuit**  
<jean.tutenuit@9online.fr>

Il existe encore des Français réellement de droite qui espèrent sauver leur pays tant du sous développement et de la dégénérescence socialiste que de l'invasion arabomusulmane, ces deux fléaux avec lesquels les partis officiels composent, à droite comme à gauche... Je suis d'accord en tous points avec votre pensée et avec votre analyse élogieuse de l'attitude d'Aznar (n° 390, page 4) et je regrette de ne

pas connaître l'homme politique français de droite capable d'une telle logique et d'une telle fermeté dans ses engagements.

**Europe**  
**Gilbert Gendre**  
<ggendre@tiscali.fr>

Alors qu'actuellement l'Allemagne de l'Est (18 millions d'habitants) coûte 70 milliards d'euros par an (selon Jean-Yves Hollinger sur RTL) à l'Allemagne de l'Ouest, on peut imaginer ce que coûtera l'adhésion de dix nouveaux pays à

la Communauté européenne.

M. Giscard d'Estaing prévoit la fin de l'Europe en cas de l'adhésion de la Turquie. Il se trompe, l'Europe a déjà signé son arrêt de mort.

**Adieux réformes!**  
**René Betous**  
**Feytiat (87)**

Je n'ai plus aucune illusion! Tant que notre trio jacobin, le Despote, son Dauphin et leur Majordome à l'Assemblée, tiendront les rennes du pouvoir, Raffarin, ses ministres, l'UMP, l'UDF

et autres libéraux réformateurs pourront remuer ciel et terre en clamant leur conviction, leur volonté, leur détermination, la France restera, au prétexte d'un « État Fort », sous la dictature du club des jacobins avec son Énarchie, sa Haute Fonction Publique, leurs syndicats et autres adeptes marxistes qui, jour après jour, ruinent notre pays et désespèrent tout bon électeur de la France d'en bas.

Pour qui faudra-t-il voter demain pour trouver enfin un Libérateur!

## Vive la SNCF !

La SNCF a connu, mardi 18 mars, la première grande grève nationale de l'année, à l'appel unitaire de six fédérations de cheminots (CGT, CFDT, FO, CFTC, Unsa et Fgaac).

Le mouvement devait prendre effet lundi 17 mars à 20h00, pour se terminer le mercredi 19 mars à 8h00. Son annonce est intervenue trois jours après l'ouverture contestée du fret ferroviaire à la concurrence. Les fédérations ont également demandé aux cheminots de « s'inscrire le 14 mars dans des initiatives revendicatives unitaires décidées dans le cadre d'une journée d'action européenne et internationale des cheminots ».

Juste pour vous mettre un peu plus en colère quand la SNCF ne marche pas. La SNCF a le sens de l'humour et du culot...

Restez calme en lisant ce qui suit, en respirant profondément. La SNCF, c'est :

- Recettes annuelles: 57 milliards de F.
  - Budget annuel: 118,5 milliards de F.
  - Subvention annuelle de l'État: 75 milliards de F. soit un Crédit Lyonnais tous les deux ans (avec nos impôts!).
  - Financement des retraites: 14 milliards (tous jours avec nos impôts).
  - Dette à financer: 232 milliards (SNCF + RFF, l'équivalent du CDR au Lyonnais).
- Qu'ils ne nous parlent pas de bénéfices dans ces conditions!

Situation d'un conducteur de TGV:

- Salaire: de 1800 euros en début de carrière (deux Smics) à 3200 en fin de carrière.
- Plus:
  - . prime de fin d'année,

- . prime de travail (restons calmes),
- . prime de parcours,
- . prime de TGV,
- . prime de charbon (vous lisez bien),
- . gratification de vacances (restons calmes),
- . gratification annuelle d'exploitation,
- . indemnités pour heures supplémentaires,
- . allocation de déplacement (non imposable!), etc.

- Horaire de travail: 25 heures par semaine (vive les 35 heures).

- Retraite: à 50 ans (je ne sais pas pour vous, mais moi j'en ai au moins jusqu'à 65 ans).

- Soins: gratuits (sur leur temps de travail) auprès d'un des 15900 établissements de soins agréés où ils sont couverts à... 100 %.

## Envoi de Michel Fayet

Autres privilèges: gratuité des transports pour les agents et leur famille, comité d'entreprise très généreux... et emploi à vie.

Et ils osent se mettre en grève et prendre les usagers (le mot client n'existe pas à la SNCF) en otage. Et on laisse faire!

Transmettez ces chiffres au maximum de personnes que vous connaissez et qui empruntent la SNCF régulièrement pour que l'on n'entende plus à chaque grève un « usager » dire à la radio: « Ils ont sûrement raison de faire grève... ».

Enfin, si vous êtes partisan de ce merveilleux service public, il est toujours possible de se faire embaucher. Ci-dessous, un exemple type de lettre de motivation permettant une intégration très rapide dans les effectifs. ❖

*Madame, Monsieur le Directeur des Relations Humaines de la SNCF,*

*Actuellement salarié dans le secteur privé, je vous soumetts ma candidature pour un poste de cheminot à la SNCF. La solidarité entre collègues de travail qui règne dans votre entreprise et le sens aigu de la qualité du service qu'on y développe, motive cette candidature spontanée que je souhaite voir couronnée de succès.*

*Mes prétentions salariales importent peu, étant donné que nous discuterons chaque année, avec vigueur, des augmentations auxquelles vous saurez donner des réponses positives (situation qui m'est inconnue à ce jour).*

*Désireux de m'associer à la cause, je saurai exploiter mon expérience de la marche à pieds les jours de grève, pour défiler aux côtés de vos meilleurs employés.*

*J'optimiserai ainsi cette journée chômée que vous ne manquerez pas de me payer. Cet avantage social fait partie des nombreuses motivations de ma candidature: dans le privé, quand je ne peux pas me rendre à mon travail pour cause de grève des transports, on me retire un jour de mes congés annuels! Cette pression patronale injuste ne tient aucun compte des efforts laborieux que je produis au service d'un capitalisme inhumain. J'aspire donc, dorénavant, à profiter au mieux de la souplesse des outils productifs de la SNCF (incidents techniques, accidents voyageurs, suppression d'interconnexion, retards...) pour freiner mes dangereuses surcapacités de travail.*

*Je suis à votre disposition pour que nous nous entretenions plus avant, de ma conception du service public et de mes incompétences à le développer pour m'intégrer au mieux à vos équipes. Votre dévoué futur collaborateur.*

## PUBLICITÉ ❖

Sous la pression des autorités de Bruxelles, le gouvernement français va progressivement libéraliser la publicité à la télévision. La presse sera la première concernée. Elle pourra donc acheter des spots de pub télé d'ici peu de temps. Puis le secteur de la distribution sera également autorisé (en tout cas pour la publicité de marque). Pour l'instant, le gouvernement ne veut pas entendre parler de publicité télé pour le cinéma et l'édition.

## DVD ❖

Le développement rapide du DVD fait de l'ombre aux chaînes payantes de télévision. Pour se défendre, Canal+ demande à pouvoir diffuser un film neuf mois après sa sortie en salle au lieu de douze actuellement.

## ÉDITION ❖

Le dernier Salon du livre a enregistré une baisse de fréquentation de 15 % par rapport à l'année dernière. Les ventes de livres effectuées à cette occasion ont baissé de 5 %.

## INTERNET ❖

Le ministre délégué à l'Enseignement scolaire, Xavier Darcos, veut mettre bulletins scolaires et carnets de correspondance des élèves et lycéens sur Internet. Les syndicats d'enseignants s'y opposent. Ils disent que ce serait favoriser une minorité de familles.

## CONNEXIONS ❖

25 % des foyers français étaient connectés à Internet au 31 décembre dernier (9 millions d'abonnés résidentiels). Soit une progression de 28 % sur un an. Près de 20 % ont un accès haut débit. Les lignes ADSL sont en progression de 250 %.

## TÉLÉPHONE ❖

En chiffre d'affaires, le téléphone mobile a rattrapé le téléphone fixe. Mais en temps d'utilisation, l'écart reste important : au troisième trimestre 2002, 12,9 milliards de minutes pour les mobiles et 25,9 pour le fixe.



# L'invraisemblable sottise américaine

Pierre Lance\* < pierre.lance@wanadoo.fr >

« C'est peut-être finalement la France qui sauvera l'Occident, parce qu'elle aura su garder l'oreille de tous les peuples ». Cette

dernière phrase de mon article précédent fut accidentellement effacée lors du transfert informatique. Je la redonne donc ici, et plus que jamais je persiste et signe.

On reste sidéré devant la stupidité déployée par les États-Unis dans l'affaire irakienne. Mais enfin, comment est-ce possible ?

Comment un tel pays, si admirable à maints égards, le plus performant de la planète en matière économique et en technologie, ouvert mieux qu'aucun autre à l'esprit d'entreprise, à l'innovation, à l'efficacité, doté des universités les plus prestigieuses, ayant attiré à lui bien des meilleurs cerveaux des autres nations, oui, comment un tel pays a-t-il pu se lancer tête baissée dans aussi folle aventure militaire ?

En Corée ou au Vietnam, les Américains pouvaient se poser en défenseurs du monde libre contre l'impérialisme communiste.

Dans la première guerre du Golfe, il fut admis qu'ils volaient au secours du Koweït attaqué. En Afghanistan, l'intervention américaine pouvait être reconnue comme légitime, et le fut d'ailleurs, puisqu'il s'agissait de traquer Ben Laden et ses complices, responsables des attentats du 11 septembre.

Mais en Irak ? Quelle raison plausible pouvait-elle être invoquée ? Destituer un dictateur ? C'est se moquer du monde ! Combien les États-Unis en ont-ils soutenus, utilisés, favorisés ? À commencer par Saddam lui-même, qu'on était si

\* Site Internet de Pierre Lance : < <http://assoc.wanadoo.fr/lerenouvelle/pub> >

content d'armer et de jeter sur l'Irak quand les ayatollahs faisaient peur. Et que dire de l'Arabie saoudite, grande alliée des Américains, claquemurée dans un despotisme religieux de la pire espèce, qui jette tous ses citoyens à plat ventre cinq fois par jour, et dont on sait fort bien qu'elle alimente le terrorisme islamiste avec ses pétrodollars.

Quant aux « armes de destruction massive », à supposer que Saddam en ait dissimulé, comment aurait-il pu s'en servir, avec ses vieux Scud immédiatement repérés et ses avions incapables de prendre l'air sans être aussitôt abattus ?

## Invasion n'est pas libération

Les Américains sont décidément d'indécrottables naïfs, tant au niveau des citoyens qui avalent toutes les couleuvres qu'on leur présente, dès l'instant qu'elles sont lovées dans la bannière étoilée, qu'à celui de leurs gouvernants qui affirment n'importe quoi en s'imaginant qu'on va les croire. J'ai failli m'étrangler de rire en lisant les propos, rapportés par Guy Millière, de cet essayiste conservateur américain qui jugeait les Français « désinformés », alors que lui et ses compatriotes sont intoxiqués en permanence par un discours schizophrène totalement coupé des réalités extérieures. Le résultat, c'est que les « boys » se figuraient qu'ils allaient être reçus à bras ouverts par les Irakiens, au moins par les Chiites, ces malheureux garçons ayant été imprégnés du mythe de la « libération des peuples », suprême vocation du bon géant américain. Or, on ne doit jamais oublier qu'un peuple ne peut se sentir « libéré » par une force extérieure

que s'il est sous occupation étrangère (comme la France en 1944). En revanche, s'il est sous la férule d'une dictature interne, et même s'il souhaite ardemment s'en débarrasser (comme la Russie en 1941), il est exclu que le réflexe patriotique ne l'emporte pas sur toute autre considération et qu'il puisse considérer des « libérateurs » étrangers autrement que comme des envahisseurs. *A fortiori* lorsque ceux-ci sont aussi manifestement assoiffés de pétrole, pratiquants d'une religion jugée « hérétique », d'un mode de vie jugé « pervers », et qui de surcroît ont laissé noyer dans le sang, dix ans plus tôt, une révolte qu'ils avaient encouragée.

Qui peut croire que la CIA n'a pas prévenu Bush et son état-major de la déception qui les attendait ? Mais quand on est persuadé que Dieu est avec vous, on est fatalement enclin à mépriser les simples réalités humaines. Et c'est aussi vrai des Islamistes, qui se feront hacher menu sous la « protection » d'Allah, que de ces Yankees bigotisés dont le Congrès, ajoutant le sacrilège au ridicule, n'a pas craint d'invoquer la bénédiction du Dieu biblique. Jean-Paul II avait pourtant enjoint à Bush de laisser Dieu en dehors de ses manigances.

Certains de nos lecteurs s'étaient étonnés, voire scandalisés, de l'apologie de l'athéisme que j'avais lancée dernièrement ici même. Peut-être vont-ils commencer à comprendre que je prenais seulement un peu d'avance sur les questions cruciales que l'actualité allait nous jeter à la figure. Car lorsque, de l'Occident à l'Orient, les « fous de Dieu » mènent le monde, le Diable s'amuse et l'Apocalypse s'annonce. ❖

# Le reflux de l'abjection est pour bientôt !

Guy Millière <MGuymilliere@aol.com >

Quelques leçons peuvent être tirées des premiers épisodes de la guerre actuelle en Irak...

- La première leçon est que, même si tous les motifs invoqués jusque-là pour légitimer un changement de régime à Bagdad ne tenaient pas, l'abjection du comportement de Saddam Hussein et de sa clique en ce moment justifierait à elle seule l'intervention américano-britannique.

Ce à quoi nous assistons est à une immense prise d'otage par un tueur en série sadique. Dans toutes les villes d'Irak circulent des « soldats » qui ne portent plus d'uniforme de façon à ce qu'on ne les distingue pas du reste de la population. Ces « soldats » ont reçu l'ordre d'utiliser les hommes, les femmes et les enfants comme boucliers humains et de ne pas hésiter à tuer quiconque protesterait ou tenterait de fuir. On sait, en supplément, que les écoles, les hôpitaux, les marchés sont les lieux où sont entreposés les stocks d'armes et de munition. On sait aussi que des « soldats » irakiens ont fait semblant de se rendre, et ont brandi un drapeau blanc, avant de tirer sur les marines qui commençaient à les prendre en charge. On sait que l'attentat suicide survenu samedi dernier a reposé sur une fourberie ignoble: un terroriste déguisé en chauffeur de taxi a fait croire qu'il transportait des blessés et a fait exploser sa voiture au moment où des militaires américains venaient, pensaient-ils, apporter leur aide.

Le but de la prise d'otage est tout à fait clair. Faire qu'il ne soit pas possible de tirer sur des « soldats » irakiens sans qu'il y ait des victimes civiles en grand nombre. Empêcher que la destruction d'armes n'appara-

raisse comme une attaque contre des objectifs non militaires. Brouiller les cartes de telle façon que tout civil irakien devienne un suspect et un danger... La vie des êtres humains qu'ils oppriment n'a jamais valu très cher pour les dictateurs: la vie des Irakiens ne vaut rien pour Saddam Hussein, et il est évident qu'il est prêt à se battre jusqu'au dernier bébé, bien abrité dans son bunker de fils d'Hitler.

Le but de la prise d'otage est en outre de placer les soldats de la coalition devant des dilemmes insupportables, de les démoraliser et, bien sûr, de faire pression sur les opinions publiques occidentales.

- La seconde leçon est que la pression sur les opinions publiques marche en partie, en Europe continentale en particulier, et ce parce que les médias d'information se transforment en médias de propagande vomitive, n'expliquent rien, pratiquent l'omission volontaire, et n'hésitent pas à reprendre *in extenso* des reportages des médias totalitaires irakiens. Apparemment, le lavage de cerveau qui s'opère dans les universités et dans les écoles de journalisme fonctionne bien.

Certains journalistes vont jusqu'à parler du « patriotisme » des Irakiens et soulignent, avec une aigre jubilation d'où suinte la haine de la liberté, que le « soulèvement » attendu ne s'est pas opéré. Ne pouvant penser qu'ils sont totalement idiots, force m'est de les qualifier de complices de crime contre l'humanité et de viles crapules. Si nous étions dans des États de droit, ils devraient rendre des comptes après la guerre, mais je ne me fais aucune illusion. Je ne doute pas non plus que les imbéciles qui manifestent jour après jour contre la guerre

n'auront pas d'états d'âme après la guerre, quand l'ampleur des crimes du régime de Saddam apparaîtra pleinement. Ces gens-là n'ont pas d'états d'âme car ils n'ont pas d'âme, tout juste un cortex résiduel qui leur permet d'aboyer sur commande.

- La troisième leçon est que le monde musulman est plus malade encore qu'il n'y paraît. Le raisonnement qui revient inlassablement dans la bouche de nombre de membres de la umma (communauté des croyants) est que si un membre de la umma est attaqué, c'est toute la umma qui est attaquée. On est dans le tribalisme primitif à l'état pur. On est dans un tribalisme où il devient possible de défendre le pire criminel pourvu qu'il soit musulman et d'excuser tous les crimes, s'ils sont commis par un musulman.

Ce tribalisme serait déjà inquiétant s'il ne régnait que dans les pays arabes, mais malheureusement, il est à l'œuvre en France déjà. Ceux qui veulent se faire une idée de ce qui les attend dans quelques années devraient écouter de temps à autre des radios « communautaires » telles que Radio Méditerranée. Je ne suis pas certain que cela calmerait leur ardeur anti-américaine, mais peut-être comprendraient-ils que si les États-Unis échouaient, il ne leur resterait plus qu'à attendre le chaos et la lame effilée des égorgés...

Heureusement, malgré l'ignominie de Saddam, malgré l'abjection des journalistes et des fanatiques islamiques, et même si c'est plus difficile que prévu, la guerre avance, Saddam n'en a plus pour longtemps, le reflux de l'abjection est pour bientôt et se poursuivra au-delà de l'Irak. ❖

## ❖ APAISEMENT

« Plus la France ira loin dans la logique d'opposition à l'Amérique et plus le climat social sera apaisé » (Fouad Alaoui, Secrétaire général de l'Union des Organisations islamiques de France).

## ❖ PLANS SOCIAUX

« Un an après un licenciement économique, 60 % des salariés sont encore au chômage et 36 % n'ont pas retrouvé d'emploi après cinq ans » (Claude Viet, Monsieur « Plans sociaux » du Gouvernement).

## ❖ EXIL

« La France est un beau pays. Dommage que l'argument financier génère un exil massif qui empêche le football français de se développer » (Patrick Vieira, joueur français né à Dakar, employé par l'équipe britannique d'Arsenal).

## ❖ BCG

« L'évolution de la tuberculose ne justifie plus une politique de vaccination généralisée des enfants par le BCG en France » (Professeur Élisabeth Bouvet, Chef de service à l'Hôpital Bichat).

## ❖ RACISME

Selon le dernier rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'homme – CNCDH – 60 % des actes de violences racistes visent la communauté juive. Les actions antisémites auraient été multipliées par six depuis 2001! Pourtant, quand on demande aux Français qui sont les victimes principales du racisme, ils répondent: « Arabes », « musulmans », « Beurs » pour 39 % d'entre eux, « les immigrés » pour 23 %, les « noirs » pour 17 % et 5 % seulement désignent les « Juifs » (sondage BVA).

## ❖ SARKOZY

« Nicolas Sarkozy est un grand ministre de l'Intérieur » (Dominique Strauss-Kahn, lundi 31 mars, à l'occasion du 22<sup>e</sup> anniversaire de Radio J, où il était le voisin de table du premier nommé)...

## ❖ SADDAM HUSSEIN

Le Président suisse Pascal Couchepin a fait savoir, lundi dernier, à Jacques Chirac, que son pays ne voulait pas recevoir Saddam Hussein dans un éventuel exil.

## Vers une guerre longue et élargie



Alain Dumait, 59 ans  
Directeur de journaux

Alain Dumait < 4verites@wanadoo.fr >

Quinze jours après le début du déclenchement de la guerre en Irak, les troupes américano-britanniques sont encore loin de Bagdad. Aucune région, aucune ville ne s'est encore soulevée contre Saddam Hussein. Aucun régiment de l'armée irakienne ne s'est rendu. Seule une petite bourgade, Oum Kasr aurait été sécurisée à 97 % par les forces coalisées.

Sans doute, la tyrannie du dictateur irakien et la peur qu'il inspire à un grand nombre de ses concitoyens sont à prendre en considération. Et il faudra attendre encore quelque temps pour connaître véritablement les sentiments de l'opinion publique irakienne dans son ensemble et dans ses sous-ensembles kurde, chiite et sunnite.

Au moment où nous nous trouvons, il est tout simplement impossible de faire des prévisions sérieuses sur la suite des événements, aussi bien sur un plan militaire et stratégique, que sur un plan politique, du point de vue de l'évo-

lution du Moyen-Orient comme du point de vue du futur des relations internationales.

Mais une chose est sûre : une coterie de responsables américains nous a raconté une fable et nous y avons cru. Nous sommes bel et bien tombés dans le panneau !

Il suffit de relire les articles parus dans la presse américaine de bon niveau juste avant le 17 mars. L'opération sur le point d'être déclenchée venait d'être dénommée « Shock and awe », qui peut se traduire par « surprise et effroi ». Les experts mobilisés par les médias avaient actualisé le vieux concept de « catatonie stratégique », référence à cette situation décrite par les psychiatres où un malade atteint de schizophrénie est plongé dans un état d'inertie motrice et psychique. Selon le général Richard Myers, chef de l'État major interarmes des États-Unis, s'exprimant devant la presse le 4 mars, les armées alliées allaient « tellement traumatiser le système que le régi-

me irakien comprendra dès le début que sa fin est inévitable ». Il ajoutait : « Il n'est pas sûr que nous ayons à nous battre pour prendre Bagdad ». Il pensait (sincèrement ou non ?) que la capitale irakienne allait tomber comme un fruit mûr, comme Bassorah, comme le pays tout entier... Et on a vu exactement le contraire.

Quand on est éditeur d'une publication qui se veut « anti-bourrage de crâne », le minimum, me semble-t-il, est de savoir reconnaître qu'on a été bel et bien manipulé. Avec, il est vrai, des centaines de millions d'autres observateurs...

Heureusement, je ne me suis jamais personnellement rangé parmi les va-t-en-guerre. Ici même, dans le numéro du 15 mars, j'écrivais « Il est possible que le Président de la République française ait raison... Il est possible que le Président des États-Unis ait eu tort... ». Je persiste dans cette analyse. La présence massive de troupes américaines aux portes de l'Irak pouvait sans doute être maintenue plus longtemps et, sous cette pression, les inspections en désarmement de l'ONU également. Et alors, nonobstant des conditions atmosphériques devenues plus difficiles, soit l'armée américaine aurait été amenée à attaquer, le *casus belli* étant entre temps apparu comme plus évident, soit au contraire, elle aurait été amenée à plier bagages, au moins partiellement.

Mais les choses, on le sait, ne se sont pas ainsi déroulées. Puisque la guerre a été déclenchée, et parce que le sort des armes est plus difficile pour les Américains que les experts le disaient, il est plus nécessaire que jamais de choisir son camp. Comme nous l'avons déjà

écrit, et au risque de choquer une partie de nos lecteurs, « ceux qui ne sont pas avec l'Amérique sont objectivement du côté de Saddam Hussein ». C'est parce que les Américains auront finalement du mal à faire le travail tout seuls qu'il conviendrait maintenant, compte tenu des circonstances, de les rejoindre...

Car, dans un océan d'incertitudes – Quel avenir pour Saddam Hussein ? Quand et comment la bataille de Bagdad ? Quel comportement des pays et des peuples voisins ? Quid du poids des opinions publiques du monde entier ?... – il y a au moins une quasi-certitude : l'Amérique, au-delà de l'Irak, a bel et bien déclaré la guerre au terrorisme mondial, aux pays qui le nourrissent ou l'hébergent, ou simplement l'inspirent, aux États-voyous, qui rêvent d'arsenaux d'armes de destruction massive. On aura noté à cet égard les avertissements adressés successivement, depuis quelques jours, à l'Iran, à la Syrie, au Pakistan et même à la Russie.

On peut estimer que ce combat, cette nouvelle croisade, est une pure folie. Ou bien qu'elle est déclenchée trop tard. Ou bien trop tôt. Mais elle est déclenchée. Il faudra choisir son camp qu'on le veuille ou non.

Ici, dans le cadre de cette chronique, nous sommes résolument du côté de l'Occident, avec l'Amérique, que son Président soit George Bush ou un autre. Malgré les manipulations dont nous pouvons être les victimes. Et libre à Guy Millière ou à Pierre Lance d'avoir des points de vue radicalement différents ! Car nous sommes et serons toujours ouverts à l'expression d'une diversité de points de vue, à condition que ceux-ci se disent également de droite ! ❖

**BON D'ABONNEMENT**

Les 4 VÉRITÉS  
HEBDO

**Lecteurs occasionnels : abonnez-vous !**

**Lecteurs déjà abonnés : abonnez vos amis !**

**OUI**, je souhaite m'abonner pour **6 mois**  
(soit 24 numéros) à la revue « **Les 4 Vérités hebdo** »  
au prix de **27 € TTC** (TVA à 2,10 % incluse) **par chèque joint**

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code Postal : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Ville : .....

Téléphone : ..... Signature

**Bon à retourner à :**

Les 4 Vérités Hebdo – SERVICE ABONNEMENTS – 18 à 24, quai de la Marne – 75164 Paris Cedex 19